

Juste Terre!

n°159 - AVRIL 2019

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Quand on parle de solidarité internationale ou de coopération au développement, on pense prioritairement au travail de terrain, effectué - en tout cas dans la philosophie d'Entraide et Fraternité - par des partenaires locaux. Un travail qui prend généralement une dimension extrêmement concrète. Pourtant, le travail des ONG de développement ne se limite pas à cela. Loin de là. Dans une logique de ponts jetés entre nord et sud et de formation de citoyens critiques et engagés, la dimension politique est également primordiale. Ce numéro vous invite à la découvrir.



Édito

Plus de politique pour plus de justice sociale

Un peu comme le Monsieur Jourdain de Molière faisait de la prose sans le savoir, on pourrait penser que tout le secteur des ONG fait de la politique sans le savoir. De la politique, soutenir des paysans du fin fond des Philippines, d'Afrique centrale? Oui, tout est politique puisque, dans une logique de « battement d'ailes du papillon », un palétuvier planté à Mindanao ou une chèvre élevée au Sud Kivu peuvent avoir des conséquences chez nous en termes d'environnement ou de migration.

La première mission du secteur politique d'Entraide et Fraternité, qui ne fait pas du politique sans le savoir donc mais en le sachant parfaitement, est de permettre au public du nord, en l'occurrence au public belge francophone, d'appréhender l'idée que des problématiques qui semblent propres aux pays du sud entrent en résonance avec la réalité de nos pays. La dernière campagne de Carême a notamment pu montrer que l'accès à la terre des jeunes Philippins pouvait faire écho aux difficultés des jeunes agriculteurs belges.

Au-delà, la mission politique d'Entraide et Fraternité consiste aussi à sensibiliser les décideurs afin de leur faire prendre conscience des enjeux communs au nord comme au sud. Dans cette perspective, l'imminence des élections belges et européennes représente un levier privilégié pour faire évoluer les dossiers à échelle du continent. La priorité pour 2019 est de voir l'Union européenne remettre en cause l'ISDS, ce mécanisme d'arbitrage privé des différends entre États et multinationales qui, à ce stade, constitue un frein à la justice sociale. Au nord comme au sud.

■ J.-F. L.

chargé de communication

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Nos partenaires en tournée de Carême

Coups de projecteur



Le 20 mars, le Cardinal De Kesel a rencontré à Malines une délégation d'Entraide et Fraternité composée de MinMin Pampilo (CONZARRD) et de Francis Alolod (Mindanao) ainsi que d'Axelle Fisher, notre secrétaire générale. Le Cardinal s'est vivement intéressé à la situation des pêcheurs et agriculteurs de Mindanao qui se battent au quotidien pour prendre leur destin en main et garantir leur indépendance alimentaire. Il a également été marqué par l'implication active de l'Église philippine aux côtés des pauvres et la cohabitation des chrétiens et des musulmans rendue possible au sein des projets soutenus par le Carême de partage.

Le 21 mars, une rencontre a été organisée au Parlement fédéral avec Francis Alolod (Mindanao). Nous y avons rencontré quelques députés de différents partis (cdH, Ecolo-Groen, PS, sp.a). Le MR avait annoncé sa présence mais était finalement absent. Avec d'autres associations, nous avons discuté avec les députés présents de l'impact des entreprises sur les droits humains aux Philippines et au Guatemala.

Cette rencontre a contribué à renforcer notre plaidoyer auprès des députés pour le respect des droits humains à travers les chaînes de production. Adopter le traité en cours de négociation aux Nations unies serait également un moyen d'assurer un accès à la justice pour les victimes d'abus par des entreprises transnationales.

Les députés belges se sont engagés à déposer une résolution au Parlement fédéral dans ce sens, avant la fin de la législature. Affaire à suivre.



Le 23 mars, à Braine-l'Alleud, un témoignage inspirant du travail de nos partenaires philippins à travers les mots de MiniMin Pampilo (CONZARRD). Une salle comble qui a pu faire des comparaisons avec les initiatives de Terre-en-vue et Braine-l'Alleud en transition. « *No Land, No Food, No future* », cette réalité est aussi notre combat, en Belgique ! Les participants ont été très surpris d'apprendre que les terres agricoles disponibles en Belgique sont menacées par les loisirs (installation de terrain de golf, d'élevage de chevaux, etc.) et par l'installation de zonings industriels.

Le 23 mars a eu lieu une rencontre à la maison d'accueil Bethel, à Burnontige (Ferrières), sur le thème de l'écologie intégrale et de la justice sociale et climatique. Une centaine de personnes d'horizons très divers, catholiques et protestants, ont réfléchi à la lutte contre la pauvreté et aux alternatives au mode de vie actuel.

Épinglons l'intervention de Mgr Delville, évêque de Liège, qui a souligné « *l'urgence pour les gouvernements à adapter les lois à l'écologie* » et l'impressionnante collaboration entre chrétiens et musulmans au sein des projets d'Entraide et Fraternité qui permettent, selon lui, de construire concrètement la paix. Doreen Bayhonan, représentante du projet AKMK à Mindanao, a apporté le message d'espoir de la jeunesse de son pays même si celle-ci subit de plein fouet le changement climatique, vit sous un régime martial et doit se battre pour cultiver la terre. Quant à Nicole Wathieu, pasteure, elle a partagé son expérience très porteuse des achats groupés locaux à Ferrières.





C'est avec la communauté philippine de la paroisse Sainte Marie-Mère de Dieu à Forest qu'Entraide et Fraternité a choisi d'organiser, le 24 mars, sa grande fête du Carême de partage à Bruxelles. Près de 600 personnes se sont rassemblées pour une eucharistie vibrante, présidée par Eric Vancaeynest, délégué vicarial pour l'accueil et l'accompagnement des communautés d'origine étrangère à Bruxelles. MinMin Pampilo a présenté les défis pour un monde plus juste aux Philippines et témoigné sur le travail de CONZARRD réalisé à Mindanao pour la paix, la réconciliation et l'égalité des peuples. Elle a transmis la ferveur des paysans philippins pour un avenir meilleur. « *No land no food no future* » : MinMin porte haut et fort ce slogan et a expliqué à l'assemblée comment son association aide le paysan à améliorer sa production grâce à des procédés simples et respectueux de l'environnement. Danses du pays, chants et repas convivial ont contribué tout au long de cette fête de la solidarité à la réussite de la rencontre.

Deux invités prestigieux mais surtout inspirants. Frère Bernard-Joseph Samain de l'Abbaye d'Orval ainsi que Mgr Delville, évêque de Liège, se sont réunis le 20 mars.

Frère Bernard-Joseph Samain a interpellé l'assemblée sur l'importance de prendre soin de sœur Terre : « *Notre maison commune est comme une sœur que nous devons respecter !* » Il nous a rappelé l'importance de ce respect au cœur même du message de l'Évangile et de celui de l'encyclique *Laudato Si'* du pape François.

Mgr Delville a témoigné des victoires des paysans vers plus de souveraineté alimentaire, qui leur permettent de pouvoir vivre plus dignement. Les paysans refusent le modèle agro-industriel qui écrase les plus faibles et ils renouent, au travers de l'agroécologie, avec sœur Terre pour une relation plus durable et respectueuse.



Le 26 mars, la Maison de la cohésion sociale de Leuze a accueilli notre partenaire Mary Joy Bestudio (agricultrice philippine et coordinatrice de l'organisation DKMP à Mindanao), des producteurs locaux et des « consommateurs » pour un moment privilégié d'échange constructif entre les réalités vécues aux Philippines et celles des agriculteurs belges.

Des défis communs auxquels doivent faire face les agriculteurs dans le sud comme dans le nord ont été mis en évidence : problèmes économiques liés à la concurrence de l'agro-industrie, problèmes environnementaux liés à l'utilisation de produits chimiques dans les cultures, problèmes politiques et sociaux liés à l'accès aux droits fondamentaux pour les agriculteurs...

Les discussions ont été animées sur l'accès à une alimentation saine et durable, la place des jeunes dans l'agriculture et le rapprochement entre producteurs et consommateurs. Bref, une belle occasion pour partager les points de vue, les expériences et les savoirs, en faisant le premier pas pour concevoir ensemble des solutions aux nombreux défis auxquels les agriculteurs sont confrontés dans le monde entier.



© Sabine Leva

L'indispensable travail de l'ombre du secteur politique

Lorsque l'on parle des ONG de développement, on pense naturellement aux projets de terrain, au soutien aux acteurs locaux, à ce que l'on peut expliquer de manière concrète et chiffrée. Mais, à côté de cette dimension visible, il y a le travail politique ou de plaidoyer, qui est appelé à Entraide et Fraternité à être intensifié et renforcé dans le futur. Héléne Capocci, chargée d'études et de plaidoyer à Entraide et Fraternité, explique les spécificités de la mission politique de l'association.



Héléne Capocci

Juste Terre ! : En quoi consiste le travail du secteur politique d'Entraide et Fraternité ?

Héléne Capocci : Le service politique d'Entraide et Fraternité a pour vocation première d'incarner la mission politique de l'association. Nous estimons que la mission d'Entraide et Fraternité ne se résume pas à soutenir des partenaires au sud et à faire de la sensibilisation auprès de nos publics au nord, ce qui représente déjà deux très gros volets d'activités. Nous voulons aussi contribuer à voir s'opérer des changements structurels au travers d'actions en direction des décideurs, religieux ou politiques (gouvernement, ministères, parlements aux niveaux belge et européen).

Entraide et Fraternité est actif et sensibilisé à de nombreuses thématiques autour de la justice sociale, à commencer par la question climatique. Mais il est impossible d'être sur tous les fronts...

Oui, c'est pourquoi nous avons décidé de resserrer notre action sur certaines thématiques autour, bien entendu, de notre spécificité qui est le droit à l'alimentation : nous nous centrerons désormais spécialement sur l'accès à la terre parce que cela a été identifié, comme on l'a vu lors de la campagne autour des Philippines, comme un enjeu central par tous nos partenaires au sud. Mais l'objectif est de faire le lien entre les préoccupations du sud et nos

actions au nord, notamment via la question du commerce international. Pour résumer, nous pensons qu'il faut mieux réguler le secteur privé afin qu'il n'entrave pas les droits (dont évidemment le droit à l'alimentation) des communautés au sud. Or, il arrive trop souvent que des entreprises étrangères investissent au sud sans consulter les communautés locales, s'approprient des terres, portent atteinte à l'environnement sur place... Notre plaidoyer passe, par exemple, par notre participation aux négociations de l'ONU à Genève sur le traité « Entreprises et droits humains » ou alors un dialogue avec la Coopération belge sur les questions de genre dans l'agriculture au sud pour faire en sorte que les programmes d'agriculture durable au sud soient également émancipateurs pour les femmes.

Entraide et Fraternité fait partie comme ses homologues d'une série de coupes comme le CNCND-11.11.11, de plateformes, de coalitions comme la Coalition contre la faim, de réseaux comme la Cidse (réseau international d'organisations catholiques de développement)... C'est devenu indispensable pour se faire entendre ?

Absolument, porter un message commun à plusieurs a bien plus d'impact que de mener chacun son combat de son côté. Participer aux réunions de réseaux, aux groupes de travail (genre, souveraineté alimentaire, accaparement des terres, régulation du commerce...) sur certaines



Au Parlement européen, témoignage de Mgr Ramazzini, évêque au Guatemala, pour infléchir les positions des responsables politiques en faveur de la souveraineté alimentaire.



No land, no food, no future. Quelle place pour la jeunesse dans l'agriculture ?

La nouvelle étude d'Entraide et Fraternité

Terre-en-vue¹ et Entraide et Fraternité le soulignent en préface commune à la nouvelle étude : en Belgique comme aux Philippines, « *l'implication des jeunes est primordiale pour l'avenir de l'agriculture. Peu à peu, principalement sous l'impulsion des jeunes, issus ou non du milieu agricole, de nouveaux modèles se dessinent : des projets plus petits (limitation de l'endettement), des projets collectifs (répartition de la charge et des difficultés de travail), distribution en circuits courts (garantie des prix de vente des produits), etc. Autrement dit, des projets plus résilients.* »

A priori, il existe peu de points communs entre une réforme agraire philippine inaboutie qui se proposait de céder des petits lopins de terre aux métayers qui les exploitaient pour le compte d'un grand propriétaire et la taille toujours plus massive des grandes exploitations qui se multiplient en Wallonie comme en Flandre. Chez nous évidemment, pas d'assassinats des militants pour les droits des paysans mais, dans les faits, la tendance est à l'agrobusiness, aux méga-exploitations industrielles et donc à l'utilisation de produits chimiques. Et si elle ne se pose pas de la même façon ici et là, la question de la sécurité alimentaire est évidemment aussi capitale en Occident que dans les pays du sud. C'est tout le pari du travail de plaidoyer de donner à comprendre l'interconnexion des problématiques.

Disponible sur www.entraide.be/no-land-no-food-no-future



thématiques au CNCD ou à la Cidse est donc une des grandes parties de notre travail. Cela permet aussi de renforcer mutuellement notre expertise. Il y a évidemment un équilibre à avoir entre ce que l'on fait de notre côté et ce que l'on fait en collaboration avec d'autres associations. En notre nom propre, nous saisissons l'occasion de la campagne de Carême et de la présence de nos partenaires du sud pour présenter nos revendications communes au ministre de la Coopération, aux parlementaires belges et européens... De même quand nous faisons venir un partenaire dans le cadre d'une étude de cas, nous allons rencontrer des décideurs poli-

tiques. C'est une façon d'établir un contact et de partager nos revendications. Ensuite, à côté de cela, nous rallions ces réseaux pour des actions communes dans lesquelles nous avons un rôle parfois de pointe et parfois uniquement un rôle de soutien selon qu'il s'agisse de nos thématiques prioritaires ou secondaires.

Cette année, il y a une énorme pression qui est mise à échelle internationale sur la thématique « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales »

Cette campagne menée par plus de 150 organisations européennes aura lieu toute l'année et relayera deux revendications principales.

1. La première revendication est la fin du système ISDS (voir p.6) présent dans de nombreux traités de libre-échange et qui favorise le recours à un arbitrage privé pour trancher les litiges entre États et investisseurs privés. Ce mécanisme d'arbitrage privé permet aux entreprises de poursuivre un État en justice (et pas l'inverse) et de réclamer des compensations financières parce qu'il aurait pris des mesures (protection sociale ou environnementale, par exemple) qui nuiraient à leurs bénéficiaires. Ce système favorise trop souvent l'intérêt des multinationales par rapport aux droits des populations. De plus, l'ISDS porte atteinte à la démocratie car il dissuade les États de légiférer en faveur du bien commun sous peine d'être poursuivi en justice par des entreprises dont les bénéficiaires seraient menacés.



1. Terre-en-vue est une coopérative qui collecte de l'argent des citoyens pour acquérir des terres agricoles et en confier l'exploitation à des agriculteurs respectueux de l'environnement.

2. La deuxième revendication de la campagne concerne l'adoption d'un traité contraignant international afin que les entreprises aient l'obligation de faire respecter les droits humains tout au long de leur chaîne de production et soient tenues responsables en cas d'abus. Aujourd'hui, comme le démontre notamment le cas du Rana Plaza¹, il règne une impunité qui n'est pas acceptable.

Comment l'importante thématique du climat vient-elle se greffer là-dessus ?

Entraide et Fraternité a déjà fait des campagnes sur les thèmes du climat, de l'environnement, de la justice climatique. Mais, comme nous ne sommes pas une ONG environnementale, nous n'avons pas le même niveau de technicité dans nos revendications. Si l'on prend un exemple comme les traités commerciaux, les revendications principales sont de forcer les entreprises à respecter les normes sociales et environnementales. Donc, notre porte d'entrée vers les questions de climat s'opère au travers de nos thématiques prioritaires. On travaille de manière transversale. Si je reviens à la question de l'ISDS, nous considérons que ce mécanisme peut être vu comme une entrave à la transition écologique. Pourquoi ? Car l'arbitrage privé permet à des entreprises d'attaquer les États qui prennent des mesures environnementales fortes et de l'emporter ! Cela a été le cas quand l'entreprise suédoise Vattenfall a attaqué les mesures anti-pollution de la ville de Hambourg ou la décision du gouvernement allemand de retrait du nucléaire, en réclamant des milliards d'euros. Cela prouve concrètement que ce système est un obstacle à la transition écologique et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Il est important de montrer le lien existant entre nord et sud : comment ?

Il y a des enjeux communs mais des réalités très différentes : c'est toujours ce que l'on dit quand on parle de liens nord-sud et c'est un excellent résumé. Plus la mondialisation et l'ultra-libéralisme avancent, plus on voit les points communs avec les pays du sud : l'assujettissement à une vision de l'économie de marché totalement libéralisée qui a des conséquences pour l'agriculture et les paysans. Aux Philippines, cela accentue la pression sur les terres par l'arrivée de grands groupes étrangers qui s'emparent des terres, mettant encore plus les petits paysans en situation d'insécurité foncière. En Belgique, il n'y pas Del Monte qui vient planter des ananas et tuer les paysans bien sûr, mais on constate que la libéralisation de l'agriculture au travers de la PAC européenne a pour résultat de faire renoncer



ISDS

ISDS est l'acronyme anglais pour **Mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États** (Investor-State dispute settlement). Le grand public a découvert son existence lors des discussions autour du CETA ou du TTIP. Il s'agit effectivement d'un instrument présent dans de nombreux traités de libre-échange, qui lient des États (le plus souvent des groupes États) entre eux. Sa particularité est qu'il permet à des entreprises (investisseurs) d'attaquer les États devant des instances d'arbitrage privées (Juges non élus démocratiquement) et donc souvent favorables aux intérêts privés. C'est d'autant plus inacceptable que les multinationales attaquent les États dans le seul but de préserver leurs bénéfices et que, ce faisant, ils arrivent à **contester des décisions étatiques prises de manière démocratique et qui constituaient généralement des progrès sur le plan des droits humains, sociaux ou environnementaux**. Ces entreprises obtiennent alors des dédommagements de plusieurs centaines de millions d'euros, ce qui grève le budget d'un État, par exemple dans le cas où un pays renonce à un contrat ou une concession parce qu'il a adopté une mesure plus respectueuse de l'environnement. Dans un passé récent, on a vu des multinationales s'attaquer à la sortie du nucléaire en Allemagne, à l'augmentation du salaire minimum en Egypte ou à l'abandon de la construction d'un pipeline aux États-Unis. Il s'agit donc non seulement d'un moyen de pression des entreprises sur les États mais aussi d'une façon de protéger leur impunité. En janvier dernier, une coalition internationale dont Entraide et Fraternité est membre a lancé la campagne « Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales » dont l'objectif est d'obtenir, par une pétition lancée dans 16 pays européens, que l'Union européenne mette fin à ce système totalement disproportionné et contraire à l'intérêt des citoyens. Plus de 550.000 signatures ont déjà été récoltées fin mars. Ajoutez-y la vôtre !

1. Le bâtiment Rana Plaza à Dacca, au Bangladesh, abritait plusieurs ateliers de confection travaillant pour diverses marques internationales de vêtements. Son effondrement en 2013 a provoqué la mort d'au moins 1100 personnes. Cette catastrophe est un des symboles des abus de l'industrie vestimentaire et de la mondialisation sauvage.

les petits agriculteurs et de permettre aux grosses structures d'accumuler les terres. Bref, on va de plus en plus vers une agriculture industrielle.

Quelle piste l'associatif en Belgique peut-il proposer face à cette problématique de l'accès à la terre à échelle belge ?

En Belgique, le secteur associatif est très mobilisé sur les questions alimentaires et agricoles. Par exemple, l'association Terre-en-vue, qui existe depuis 2012, a collecté 2 millions d'euros de capital social. Son but est de proposer aux citoyens de prendre des parts dans une coopérative qui permette d'**acheter des terres agricoles pour les mettre à disposition de porteurs de projets agroécologiques**, non propriétaires donc mais détenteurs d'un bail qui leur assure la liberté de culture au sein d'une charte environnementale. C'est une mise en pratique de la vision du bien commun. Cela vaut pour des nouveaux agriculteurs comme pour ceux qui sont déjà installés mais en danger de mettre la clef sous la porte. Aujourd'hui, Terre-en-vue encourage des nouveaux projets agricoles. Quand le secteur politique d'Entraide et Fraternité se rend au Salon Valériane ou à la Petite Foire de Libramont, c'est pour expliquer ce parallèle entre nord et sud. On y a évidemment affaire à des gens sensibles à cet argumentaire. C'est souvent plus compliqué avec les décideurs politiques qui préfèrent cloisonner les débats. La force du message de la souveraineté alimentaire est là : ce n'est pas « juste » défendre les petits paysans du sud, c'est prendre conscience que ce système a des pendants chez nous et que des changements structurels doivent être apportés. Une fois que nous faisons se rencontrer un agriculteur du Burundi et un agriculteur wallon, ils se rendent compte qu'ils sont confrontés à plein d'enjeux communs.

Traité ONU multinationales et droits humains

Depuis cinq ans, États et société civile négocient chaque automne à l'ONU à Genève l'élaboration d'un traité intergouvernemental contraignant les multinationales à respecter les droits humains partout où elles sont actives. D'une certaine façon, ce traité contraignant (actuellement, les USA ne participent pas aux discussions et l'UE a tout récemment suspendu temporairement sa participation) aurait aussi pour effet de mettre fin à l'impunité des entreprises en ouvrant la possibilité de poursuites judiciaires en cas de non-respect des droits humains. Les multinationales sont les premières visées parce qu'elles ont tendance à éluder leur responsabilité juridique en multipliant les filiales derrière lesquelles se défaire. Le Traité pourrait remédier aux dérives en créant une juridiction supranationale pour les multinationales. Des drames comme le Rana Plaza (Bangladesh), le recrutement de milices paramilitaires par Chiquita en Colombie, les pollutions en Amérique du sud et en Afrique par de grands groupes pétroliers, les ruptures de barrage au Brésil, les maladies incurables subies par les travailleurs et les riverains d'Eternit en Inde et en Belgique font tous partie de la liste des responsabilités imputables à des multinationales qui ne seraient plus couvertes par l'impunité. Les personnes affectées auraient ainsi accès à la justice pour demander réparation pour les dommages subis.

Un traité international contraignant permettra de faire condamner des entreprises et de faire reconnaître les droits des victimes.



Plaidoyer : un levier d'action efficace

Un cas « belge » : Socfin

Les victimes belges et italiennes du géant anversois de l'amiante Eternit ont obtenu gain de cause devant la justice mais les victimes indiennes tentent encore de construire un dossier pour attaquer la filiale locale. Socfin, une autre société à intérêts belges, est également visée même si elle est moins connue du grand public. Elle incarne parfaitement les violations de droits humains, sociaux et environnementaux que le futur traité de l'ONU pourrait combattre.



Socfin : ING a reculé grâce à une opération coup de poing menée par 15 ONG dont Entraide et Fraternité.

Sierra Leone, Liberia, Cambodge, Nigéria, Cameroun, RD Congo, Sao-Tomé-et-Principe, Ghana, Côte d'Ivoire, Indonésie : la liste des pays où est présente la société luxembourgeoise du Belge Henri Fabri (et du groupe français Bolloré) est impressionnante. Partout où la Socfin est installée, c'est au détriment des communautés locales. Dépossédées de leurs terres alors qu'elles constituent leur seul moyen de subsistance ; victimes de la violence des milices privées de l'entreprise ; victimes à long terme du fait que les exploitations et plantations ne présentent aucune durabilité écologique (a fortiori quand il s'agit d'huile de palme, dont la production 100% durable est un mythe) et, au contraire, épuisent les sols de manière intensive. À titre d'exemple, selon l'ONG Fian Belgium, en pointe sur le volet du dossier concernant la Sierra Leone, « les 3500 emplois précaires créés dans ce pays par Socfin ne permettront jamais de compenser la perte des terres et des ressources naturelles pour les 32.000 personnes directement affectées dans cette zone. »

Fian Belgium a publié une analyse du cas Socfin en Sierra Leone, où elle est installée depuis 2011. Dans la chefferie de Malen, au sud du pays, Socfin contrôle 6500 hectares de terres. Les communautés y ont perdu

l'accès et le contrôle de leurs terres. Sont remis en cause leur droit à un environnement, à l'accès à l'eau et à une alimentation adéquate. À cela s'ajoutent de graves violations et abus de droits civils et politiques, amenant un conflit social au cours duquel deux habitants de la région ont été tués suite à des raids policiers et militaires menés avec le soutien logistique de Socfin.

En octobre dernier, 15 ONG (dont Entraide et Fraternité) ont mené une opération coup de poing devant le siège bruxellois d'ING. Pourquoi ? Parce que la banque, qui menait alors une campagne promotionnant les investissements verts, avait accordé un prêt de 15 millions d'euros à Socfin et l'avait soutenue dans l'émission d'un emprunt obligataire de 80 millions d'euros. Dans un premier temps, l'action spectaculaire semblait avoir porté ses fruits : en janvier 2019, ING déclare officiellement aux ONGs la suspension de ses crédits au groupe luxembourgeois tant que celui-ci ne bénéficiait pas d'une certification d'huile de palme durable. Mais, dès le mois de mars, SOCFIN annonce qu'ING poursuit sa collaboration. Les intérêts financiers ont-ils pesé davantage que les principes éthiques ? L'affaire suit son cours mais le travail de plaidoyer semble loin d'être fini.

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be
Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel Grafics | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)
Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.